

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Metz, le **21 AOÛT 2025**

Affaire suivie par Mme Brigitte Becker

brigitte.becker@moselle.gouv.fr

03 87 34 88 94

lettre recommandée avec AR 2C 115 000 8420 5

Monsieur le directeur,

Suite à la parution des conclusions sur les meilleures technologies disponibles pour le secteur du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) de la commission européenne n° 2018/1147/UE du 10 août 2018, en application de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ainsi que des articles R.515-70 et R.515-71 du code de l'environnement, vous m'avez remis, le 9 août 2022, un dossier de réexamen des conditions d'exploitation de votre installation de stockage de Téting-sur-Nied. Ce dossier a été complété le 8 juillet 2024.

L'inspection des installations classées a examiné votre dossier et m'a fait part de ses observations. Ainsi, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, qui ont été intégrées dans l'arrêté ministériel précité modifié le 7 août 2023.

Je note également que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement (ni demandé d'appliquer des techniques alternatives).

Ce positionnement ne vaut pas validation de la suffisance des mesures mises en œuvre, en particulier s'agissant de la mise en œuvre du programme de détection et de réparation des fuites (article 21.V). Le respect de ces dispositions pourra être vérifié à l'occasion de futures visites d'inspection.

Vos installations demeurent réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 modifié, ainsi que par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Par ailleurs, les demandes de modification des conditions d'exploitation de vos installations, formulées en marge du dossier de réexamen, instruites par l'inspection, appellent des remarques et nécessitent les compléments suivants :

.../...

Monsieur Eric Dumolin
Directeur
Suez RV Nord Est
Stockage Grand Est et Bourgogne Franche Comté
Direction régionale
Espace européen des entreprises
17 rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

- pour la demande de modification du programme de surveillance s'agissant du suivi des lixiviats bruts évacués en STEP (abandon du suivi de substances dangereuses, hormis l'arsenic), **le bilan de surveillance des lixiviats bruts évacués en STEP sur les 3 dernières années doit être fourni** afin de justifier de l'absence d'évolution sur les paramètres visés. Par ailleurs, un abandon total de la surveillance de ces substances semble incompatible avec la justification réglementaire évoquée.

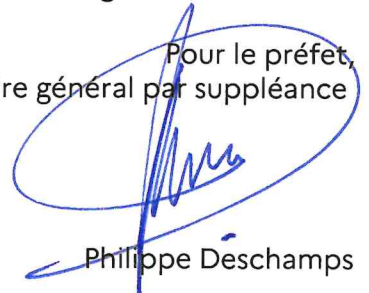
L'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 prévoit : « Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an. ». La fréquence de suivi des paramètres peut être réduite, mais pas supprimée complètement. **Une fréquence de surveillance en adéquation avec les résultats du suivi des lixiviats évacués en STEP doit donc être proposée ;**

- pour la demande d'arrêt de suivi des PFOS dans les lixiviats traités in situ, **le tableau de suivi des PFOS doit être complété avec les mesures effectuées en 2023 et 2024 (Mesures trimestrielles).** Pour les mêmes raisons que le point précédent, le suivi de ce paramètre ne peut pas être complètement arrêté. **Une fréquence de surveillance des PFOS en adéquation avec les résultats du suivi des lixiviats traités in situ doit donc être proposée.**

Les autres demandes de modification des conditions d'exploitation n'appellent pas d'observation.

Veillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet,
le secrétaire général par suppléance



Philippe Deschamps